

[Text]

Project officers and officials in recipient governments frequently comment on the immediate benefits they receive from using a trading house. These are speed of processing of the purchase, personal involvement in the project, and knowing that one individual is ultimately accountable.

• 1425

Use of a trading house can also prevent serious problems when the time comes for the recipient to purchase operating and maintenance spares and replacement equipment. If the original purchase is made through DSS, the user has very little contact, if any, with the manufacturer. There are many instances when the user has no list of names and addresses of the manufacturers of the equipment in any project. It is very difficult to buy spare parts when you do not know whom to contact. If the original equipment is supplied through a trading house, that trading house can then be contacted for spare parts and for replacement equipment.

Quite separate from the work of DSS and CIDA is the role of Industry, Trade and Commerce. One of the tasks of this department is to facilitate Canadian exports. The department receives inquiries from overseas buyers and passes them on to appropriate Canadian sources. The trading-house sector, I am afraid, has not made itself well known to the trade commissioners or to the IT&C personnel in Ottawa. Once these officers are aware of our role, they are as helpful and informative to the trading-house sector as they are to other sectors. They make the department's resources fully available. The problems that do exist in working with IT&C are because of the trading-house sector's low profile, and partly because of the department's financial restrictions.

How can governments both federally and provincially ensure that the trading-house sector is fully used in the export market? There are a number of possibilities.

First is to ensure that all relevant personnel are aware of the present importance of the sector. Our exports are increasing; the number of manufacturers whose products we export is also increasing.

We should also make sure that these personnel are aware of our potential. The federal governments current interest in the sector should prove valuable in developing this awareness. This would lead to trade commissioners and their Canadian-based counterparts more frequently recommending the use of trading houses.

[Translation]

avantages, étant donné la plus grande souplesse de fonctionnement de ces organismes. Les chargés de projets et les représentants des gouvernements bénéficiaires font souvent des déclarations concernant les avantages immédiats qu'ils retirent du recours à une maison de commerce. Ces avantages sont les suivants: célérité du processus d'achat, participation personnelle au projet, assurance qu'une personne assume la responsabilité du succès des opérations.

Le recours à une maison de commerce peut aussi éliminer de sérieux problèmes au client lorsque vient le temps pour lui d'acheter des pièces de rechange et d'entretien, de même que du matériel de remplacement. Si l'achat original a été fait par le truchement du MAS, l'utilisateur a très peu de contacts avec le fabricant ou n'en a pas du tout. Souvent, l'utilisateur ne dispose d'aucune liste des noms et adresses des fabricants ayant fourni des biens dans le cadre d'un projet. Il est très difficile d'acheter des pièces de rechange lorsqu'on ne sait pas à qui s'adresser. Lorsque l'achat original a été fait par le biais d'une maison de commerce, cette maison de commerce peut alors se charger d'obtenir les pièces de rechange, de même que du matériel de remplacement.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce, pour sa part, joue un rôle bien différent de celui du MAS et de l'ACDI. Ce ministère a notamment pour tâche de faciliter l'accès aux marchés étrangers. Ce ministère reçoit des demandes de la part d'acheteurs étrangers et les transmet aux fournisseurs canadiens concernés. Les maisons de commerce privées, j'en ai bien peur, n'ont pas travaillé à se faire un nom auprès des délégués commerciaux ni auprès du personnel du ministère de l'Industrie et du Commerce à Ottawa. Quand ces fonctionnaires savent quel rôle joue une maison de commerce, ils se montrent tout aussi disposés à fournir aide et information à ses représentants qu'ils le sont pour les représentants d'autres secteurs. Ils mettent les ressources du ministère à notre entière disposition. Les problèmes qui surgissent effectivement lorsqu'il faut travailler en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce viennent du fait que le secteur des maisons de commerce n'est pas très connu, de même que, pour une certaine part du moins, des restrictions financières du ministère.

Comment les gouvernements peuvent-ils, tant au palier fédéral qu'au palier provincial, veiller à ce que le potentiel du secteur des maisons de commerce soit pleinement exploité sur le marché des exportations? Il existe un certain nombre de moyens d'action.

D'abord, les gouvernements pourraient s'assurer que tous les fonctionnaires concernés sont conscients de l'importance actuelle du secteur. Nous exportons de plus en plus et le nombre des fabricants dont nous exportons les produits s'accroît aussi.

Nous devrions aussi nous assurer que ces fonctionnaires connaissent bien notre potentiel. L'intérêt que manifeste actuellement le gouvernement fédéral pour ce secteur d'activité devrait favoriser de telles prises de conscience. En conséquence, les délégués commerciaux et leurs homologues en